

**N° DP 24/17**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE 3 ALGECOS ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION ADCE83**

**Le Président de la Métropole,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Commande Publique et notamment son article L.2113-13-1,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le marché 11MAP2023 notifié le 7 décembre 2023 à l'Association ADCE 83,

**VU** la convention, ci-annexée,

**CONSIDERANT** la volonté de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de s'inscrire dans une action relative à la prévention de récidive de la délinquance et à l'accompagnement de l'insertion professionnelle des détenus en fin de peine sous le régime du placement extérieur et de la semi-liberté,

**CONSIDERANT** que le marché réservé 11MAP2023, a été notifié le 7 décembre 2023 à l'association ADCE 83, ayant pour objet des travaux de débroussaillage, d'aménagement et d'entretien d'espaces naturels et forestiers sur le territoire métropolitain de l'Antenne de La Seyne sur Mer,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM s'est engagée à mettre à la disposition à l'entreprise ADCE83, un local permettant aux salariés en insertion et à leur encadrant de s'équiper, de se restaurer et d'entreposer leur matériel,

**CONSIDERANT** qu'à cet effet, la Métropole TPM met à la disposition du titulaire du marché, trois algécos équipés situés au sein de la forêt de Janas, sur la parcelle cadastrée section BP n° 0015 à la Seyne-sur-Mer, pour une durée de 3 ans à compter de la notification du marché,

**CONSIDERANT** qu'il convient de définir par une convention les modalités de cette mise à disposition ainsi que les droits et obligations des parties,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention de mise à disposition à titre gratuit de 3 algecos avec l'association l'ADCE83.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette mise à disposition est sans incidence financière.

La présente Décision sera

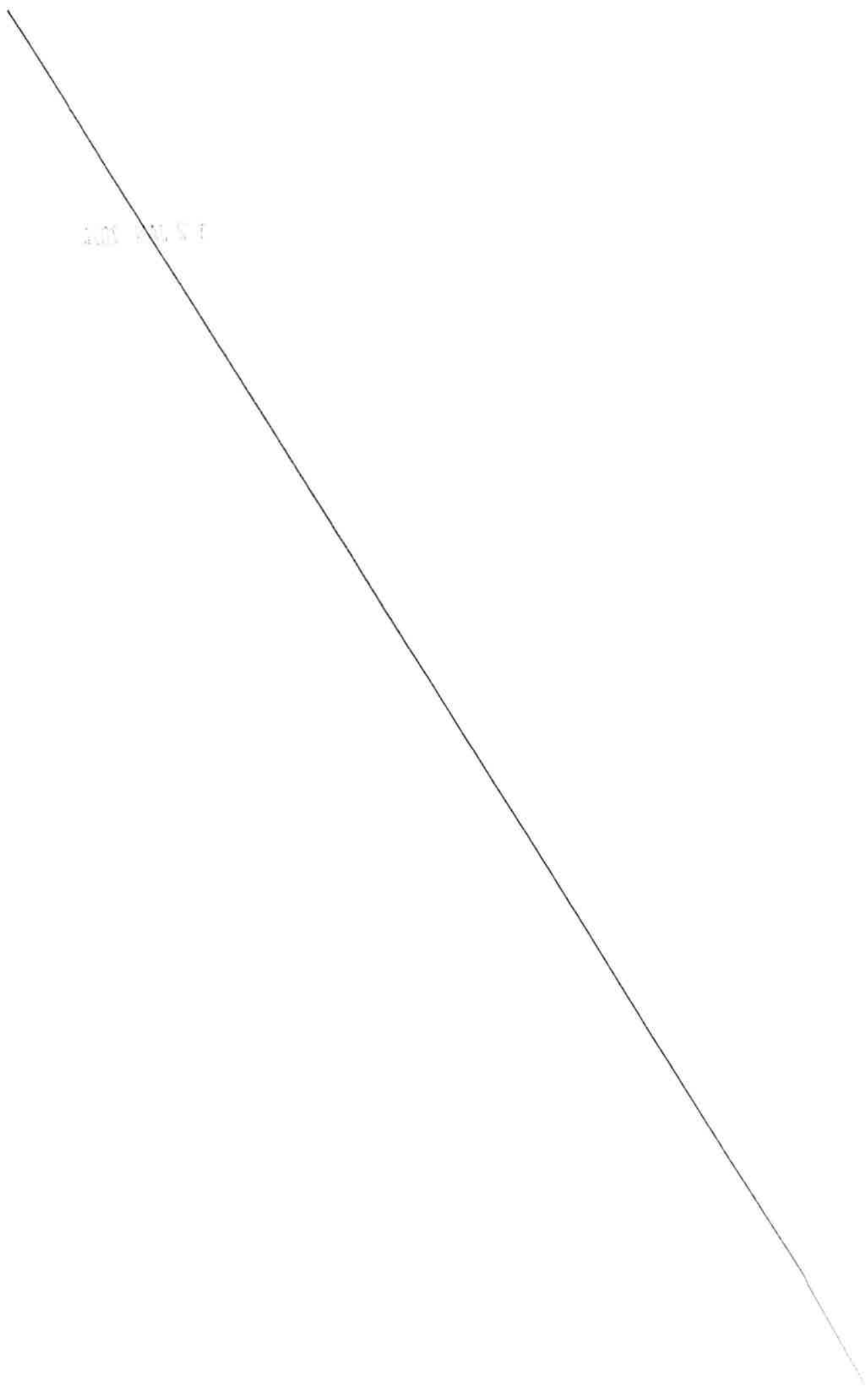
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **12 JAN. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET  
L'ASSOCIATION ADCE83 POUR LA MISE A  
DISPOSITION  
DE TROIS ALGECOS SITUES DANS LA FORET  
DE JANAS SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-  
SUR-MER**

**Entre les soussignés :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision président n°

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée »,

**D'une part**

Et

L'ADCE83, association des chantiers extérieurs, Domiciliée Avenue Général De Gaulle Le petit bois A1- 83250 la Londe, immatriculée 53912188000035 et représentée par Madame Stéphanie DAMAZ, Directrice, dûment habilitée à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

**D'autre part**

## **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Conformément au chapitre IV du marché public réservé n°11MAP2023 relatif aux prestations de débroussaillage d'espaces naturels sur le territoire métropolitain de la Seyne-sur-Mer, la Métropole TPM s'est engagée à mettre à la disposition du titulaire du marché public, soit l'entreprise ADCE83, un local permettant à l'équipe (salariés en insertion et leur(s) encadrant(s)) de s'équiper et de se restaurer ainsi que d'entreposer son matériel.

A cet effet, la Métropole TPM met à la disposition du titulaire du marché, trois algécos équipés situés à la Seyne-sur-Mer (83500), forêt de Janas, sur la parcelle cadastrée section BP n° 0015, conformément à l'article L2122-1-2 alinéa 2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

## **Il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1 – Objet de la convention :**

L'occupant est autorisé à occuper trois algécos aménagés sis à la Seyne-sur-Mer, forêt de Janas, sur la parcelle cadastrée section BP n° 0015 d'une superficie de 60 m<sup>2</sup>, en vue de permettre à l'équipe (salariés en insertion et leurs encadrants) de s'équiper et de se restaurer ainsi que d'entreposer leur matériel.

Les algécos sont aménagés et équipés de la manière suivante :

- 4 tables et 15 chaises
- 3 réfrigérateurs dont 2 neufs (table top)
- 1 évier
- 2 fours à micro-ondes neufs
- 15 assiettes, 15 fourchettes, 15 couteaux
- 2 WC, 2 douches, 1 lave mains Hors service.

L'Occupant ne pourra destiner les lieux à une activité autre que celle mentionnée ci-dessus sans accord exprès écrit, de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Cette autorisation est délivrée à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom de l'Occupant et d'une remise en état des lieux à l'issue de l'autorisation.

Cette convention, précaire et révocable, est régie par les règles du droit administratif des collectivités territoriales, à l'exclusion de toutes autres législations, y compris celle relative au Code du Commerce.

### **Article 2 – Durée de la convention :**

La présente convention prend effet à compter de la notification du marché réservé via des prestations de débroussaillage d'espaces naturels sur le territoire métropolitain de la Seyne-sur-Mer.

Elle est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la notification du marché.

### **Article 3 – Conditions financières :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée consent cette mise à disposition à titre gracieux, conformément à l'article L2122-1-2 alinéa 2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et au CCTP du marché n°11MAP2023.

Les fluides (eau, électricité) seront à la charge de la Métropole TPM.

#### **Article 4 – Dispositions générales :**

Le nettoyage des locaux pendant les sessions de débroussaillage est à la charge exclusive de l'occupant.

L'occupant devra permettre l'accès aux sanitaires et douches aux agents du SDIS présents dans le massif forestier de JANAS lors d'alerte risque incendie.

Une clé sera remise au responsable de l'Occupant qui devra refermer les algécos après utilisation.

Le responsable devra prendre contact par e-mail avec l'antenne de la Seyne-sur-Mer de la Métropole afin de l'informer du calendrier de programmation des sessions de débroussaillage au minimum une semaine à l'avance.

L'occupant s'engage à informer l'antenne de la Seyne-sur-Mer de la Métropole de tout incident, difficulté d'application de la présente convention ou de situation non prévue.

L'Occupant s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps, libre accès en tout point de la zone aux agents chargés du contrôle, notamment ceux de la Métropole.

#### **Article 5 – Exclusion de responsabilité :**

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages subis ou causés par l'exploitation ou par l'existence même des ouvrages objets de la présente convention.

La Métropole ne pourra être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements concernant les biens mis à disposition.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation ou contestation du fait de l'établissement ou de l'exploitation d'autres ouvrages et activités autorisées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à proximité du périmètre de la zone faisant l'objet de la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

#### **Article 6 – Assurances :**

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux, puis le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

#### **Polices d'assurances :**

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques d'occupation, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Il est tenu d'assurer tous les biens immobiliers et mobiliers compris dans l'emprise faisant l'objet de la présente convention que ceux-ci existent ou qu'ils s'y ajoutent ultérieurement.

#### Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre dans les meilleurs délais la réparation de dommages ou la reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. En l'absence de diligence, et après mise en demeure restée infructueuse, la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

### **Article 7 – Cessation, révocation, résiliation de l'autorisation :**

#### 7-1 Cessation d'occupation :

La cessation d'occupation pour quel que motif que ce soit n'ouvre aucun droit à versement d'indemnité par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 7 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

#### 7-2 Cessation à l'initiative de l'Occupant :

La cessation intervient au terme normal de l'autorisation consentie, sans renouvellement. Elle peut également intervenir par anticipation sur demande de l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

#### 7-3 Révocation à l'initiative du Propriétaire pour défaut d'exécution des obligations de l'Occupant :

Elle est prononcée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, adressée à l'Occupant pour l'inviter soit à :

- Se conformer à l'une des conditions de la présente convention
- Résiliation ou expiration du marché mentionné dans le préambule de la présente convention
- Obtempérer aux instructions qui lui auront été données par un agent de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

#### 8-5 Retrait pour cause d'intérêt général :

Il intervient sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de retrait avec un préavis d'un mois.

### **Article 9 – Contestation**



En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Fait à Toulon, le

Directrice de l'ADCE83

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Stéphanie DAMAZ

Jean Pierre GIRAN

